

Gender in Agriculture



Investir Dans Les Femmes En Tant Que Moteurs De La Croissance Agricole

Jacqueline Ashby, Maria Hartl, Yianna Lambrou, Gunnar Larson, Annina Lubbock, Eija Pehu, et Catherine Ragasa

Le Rapport sur le développement dans le monde 2008, L'agriculture au service du développement, montre que l'agriculture constitue un moyen de subsistance pour les femmes de nombreux pays en développement et une voie privilégiée pour sortir de la pauvreté.¹ Il relève aussi que dans nombre de sociétés rurales, les femmes ont des contraintes particulières par manque d'accès aux intrants, aux ressources productives et aux services. Il est rare qu'elles bénéficient de mesures incitatives à l'investissement, compte tenu de la grande vulnérabilité et des risques proportionnellement plus élevés auxquels elles sont exposées en raison des actifs moins nombreux dont elles disposent. Sans oublier la très réelle probabilité de se voir supplantées par les hommes une fois que leur niche dans la chaîne de valeur sera devenue commercialement profitable.

Le Manuel sur la parité hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture (Gender in Agriculture Sourcebook), fait appel à des données empiriques pour guider la formulation de politiques et la conception de programmes.² On y trouve des conseils pratiques à l'intention des décideurs et des praticiens, non seulement sur la manière d'éviter les embûches de la planification neutre du point de vue de la parité hommes-femmes, mais aussi sur la manière de valoriser l'extraordinaire potentiel des agricultrices en matière de production et de réduction de la pauvreté.

Les femmes jouent un rôle crucial dans la production agricole des pays en développement. Ainsi, dans les pays à faible revenu où l'agriculture assure en moyenne 32% de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et où quelque 70% des pauvres vivent et travaillent en milieu rural, les femmes constituent une part considérable de la main-d'œuvre agricole et produisent la plupart des aliments consommés localement. Dans ces pays—parmi lesquels on trouve pratiquement tous les pays de l'Afrique subsaharienne, la production agricole est le moteur de la croissance économique et la source fondamentale des moyens de subsistance en milieu rural. La part considérable de la production agricole qui est imputable aux femmes fait de celles-ci d'importants agents du développement économique. Plus encore, la part considérable de la production vivrière imputable aux femmes en fait les principaux agents de la sécurité alimentaire et du bien-être des ménages en milieu rural.

Par conséquent, la productivité des femmes et leur autonomisation économique constituent une priorité logique des programmes et politiques agricoles qui visent à promouvoir le développement du secteur. L'importance de la production agricole des femmes au regard tant de la croissance économique que des moyens d'existence et de la réduction de la pauvreté en milieu rural justifie cette priorité. Il n'y a là rien de nouveau pour les praticiens du développement adeptes de l'analyse des sexospécificités et de ses applications à l'élaboration de politiques et à la conception de programmes. Or il ressort d'études récentes présentées dans le Manuel sur la parité hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture que les questions de parité sont explicitement



Nous ne pouvons plus nous permettre les coûts d'opportunité imputés par les disparités entre hommes et femmes dans le contexte du développement agricole. Et elle non plus.

prises en compte dans moins de 10% de l'aide publique au développement (APD) destinée à l'agriculture. Mettant cet élément en perspective, le Rapport sur le développement dans le monde 2008, L'agriculture au service du développement, révèle qu'en Afrique subsaharienne les programmes et projets agricoles n'absorbent que 4% de l'APD et 4% des dépenses publiques, alors que l'agriculture est dans cette région une source majeure de croissance économique.



THE WORLD BANK



LE COÛT EST ÉLEVÉ

Le *manuel* évoque aussi les conséquences fort coûteuses qu'entraîne le fait de négliger les questions de parité en termes d'occasions manquées d'augmenter la productivité et les revenus agricoles. Il s'agit de coûts d'opportunité que les pays les moins avancés ne peuvent guère se permettre.

- Au Ghana, si femmes et hommes étaient sur un pied d'égalité en ce qui concerne les droits à la terre et la sécurité foncière, l'utilisation d'engrais par les femmes et la rentabilité à l'hectare seraient pratiquement doublées.
- En Afrique du Sud, au Honduras, au Népal, aux Philippines, au Rwanda et en Zambie, diverses études ont montré que lorsque les femmes étaient associées à la conception et aux essais en plein champs de nouvelles technologies, telles que nouvelles variétés cultivées, petit équipement mécanisé, outils agricoles, les innovations étaient adoptées plus rapidement, augmentant la productivité et les revenus.
- En Côte d'Ivoire, il faudrait une augmentation du revenu des hommes de 110 dollars des Etats-Unis pour enregistrer des mêmes améliorations de la santé et de la nutrition des enfants qui seraient obtenues avec une augmentation de seulement 10 dollars du revenu des femmes.
- Au Burkina Faso, au Kenya et en Tanzanie, si les femmes à la tête d'entreprises recevaient les mêmes intrants et la même instruction que les hommes, le revenu des entreprises pourrait gagner de 10 à 20%.
- Au Burkina Faso, au Kenya, en Tanzanie et en Zambie, avec les mêmes dotations en terre, en main-d'œuvre et en capital (engrais) que les hommes, la production des femmes pourrait également augmenter de 10 à 20%.

L'ÉVOLUTION DU CONTEXTE

Même si l'actuelle crise des prix mondiaux des denrées alimentaires a recentré l'attention de la communauté internationale sur l'importance des investissements dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle n'en demeure pas moins irréalisable tant que persisteront les disparités entre les sexes. Ces disparités compromettent sérieusement le potentiel des femmes en tant que moteurs de croissance agricole et les empêchent de jouer leur rôle d'agents primordiaux de la sécurité alimentaire et du bien-être des ménages. La non-prise en compte des variables de la parité dans les politiques et les interventions relatives à l'agriculture peut entraîner des conséquences qui se grèvent aux coûts d'opportunité et sont susceptibles de nuire gravement aux femmes. Dans de nombreux milieux ruraux, les femmes sont très souvent accablées par le poids des multiples tâches qui leur incombent, puisqu'elles sont généralement chargées à la fois de la production, de la collecte de l'eau et du bois de feu, des soins aux enfants, aux malades et aux personnes âgées. La pénurie de main-d'œuvre devient fréquemment endémique dans les zones où les hommes ont été nombreux

à migrer vers les centres urbains ou dans celles où la génération active est largement touchée par le VIH et le sida. Dans les régions où le taux d'incidence du sida est élevé, c'est souvent la population féminine vieillissante qui doit faire face aux besoins croissants de main-d'œuvre. Dans ce type de situation, négliger l'analyse des questions de parité fait courir le risque d'alourdir les tâches de femmes déjà surchargées de travail et de compromettre leur efficacité dans les rôles d'importance vitale qu'elles assument déjà. Leurs faibles ressources les rendent plus vulnérables à la hausse des prix des produits alimentaires ainsi qu'aux effets du changement climatique et de la déforestation, lesquels peuvent avoir une grave incidence sur le temps qu'elles doivent consacrer à la collecte de l'eau et du bois de feu.

La demande de produits agricoles évolue rapidement, ouvrant de nouveaux créneaux pour les producteurs, hommes et femmes. La demande croissante de produits de plus grande valeur et les progrès de la technologie agricole modifient le type de produits recherchés, le mode de production et le profil du producteur. Constatant que les avancées et les innovations d'hier n'avaient pas bénéficié en proportion égale aux hommes et aux femmes, de nombreux praticiens ont eu le sentiment profond que des occasions avaient été manquées et ils ont décidé qu'il fallait tirer parti des possibilités implicites ouvertes aujourd'hui par les technologies et les tendances du marché afin de remédier aux erreurs du passé. Ces possibilités peuvent fort bien servir de point de départ pour s'attaquer aux disparités entre les sexes et autonomiser les femmes. Toutefois, la mise à profit de ces occasions passe par une analyse minutieuse des questions de parité afin d'avoir un tableau aussi complet que possible des réalités concrètes auxquelles sont confrontées les femmes.

LES ENJEUX ET LES PERSPECTIVES

Lors de l'analyse des sexospécificités, l'inégalité des droits de propriété constitue une priorité importante car elle détermine la différence entre les mesures incitatives des hommes et des femmes à investir dans des intrants et à gérer, dans une optique de durabilité, les ressources naturelles dont dépend la production agricole. L'inégalité implique aussi un niveau de risque différent. Les droits de propriété et la sécurité foncière revêtent une grande importance concrète par rapport aux attentes des agriculteurs et aux bénéfices escomptés des investissements et des activités. Pour les femmes, la question se complique souvent du fait de la très réelle éventualité qu'une activité devenue commercialement profitable soit alors accaparée par un homme de la famille. Il s'agit de savoir quels investissements et activités sont susceptibles d'engendrer des bénéfices et de déterminer quels sont les bénéfices que les femmes ont l'assurance de pouvoir conserver. Des droits de propriété mal assurés conduisent à prendre des décisions imparfaites et à manquer des occasions d'accroître la productivité. Ils font aussi peser sur les femmes de lourdes

contraintes, qui entravent, voire empêchent leur participation à l'action collective. Il est fréquemment demandé de faire état de droits de propriété stables pour adhérer aux associations d'usagers de l'eau, aux organisations de crédit, aux producteurs et aux groupes de gestion communautaire des ressources naturelles, ce qui exclut de fait les femmes. Lors de l'attribution de titres fonciers, opération qui est souvent une composante des programmes d'irrigation et de gestion des ressources naturelles, il faut être attentif aux contraintes concrètes que rencontrent les femmes dans l'exercice de leurs droits. Ainsi, en Bolivie et au Nicaragua, l'attribution de titres fonciers au chef de famille plutôt qu'aux deux époux a de fait privé les femmes de leur accès coutumier à la terre.

Le caractère approprié des innovations et des technologies peut être une considération cruciale, car les besoins, les capacités et les savoir-faire des femmes sont différents de ceux des hommes et tous les sous-secteurs requièrent différentes technologies. Pour augmenter la productivité par l'introduction de variétés améliorées, il faut évidemment que ces variétés soient adoptées. Il est important de noter que la productivité n'est pas le seul critère que les producteurs ont en tête lorsqu'ils décident d'adopter ou non une nouvelle variété. Le risque inhérent à l'adoption d'une culture inhabituelle est susceptible de décourager de nombreux cultivateurs potentiels et la plus grande vulnérabilité des femmes aux conséquences de mauvaises récoltes a souvent pour effet de les rendre plus réticentes au risque. Les préférences des femmes pour de multiples caractéristiques, comme la saveur et la texture, la facilité de transformation du produit et la stabilité du rendement peuvent aussi être des facteurs déterminants, de sorte qu'il est particulièrement important de les consulter pour comprendre les différentes raisons qui dictent leurs décisions en matière de production.

L'inégalité du revenu entre hommes et femmes est une autre considération vitale et les praticiens qui visent à promouvoir auprès des femmes de nouvelles technologies doivent évaluer avec réalisme ce que leurs moyens peuvent leur permettre. Nombre de technologies ayant pour vocation d'alléger le travail et d'augmenter la productivité se sont avérées particulièrement problématiques pour les femmes, faute des moyens financiers et des compétences nécessaires à leur adoption. En Afrique, un rotoculteur tiré par un âne pourrait réduire de moitié le temps consacré au désherbage d'une parcelle, mais les femmes n'ont pas l'argent pour acheter l'équipement et les hommes n'ont pas l'intention d'investir quand ils disposent sans frais du travail manuel des femmes. Une brouette permet de diminuer de 60% le temps passé au transport de l'eau, mais le poids et l'encombrement du véhicule en rend l'utilisation

physiquement difficile pour la majorité des femmes africaines. Au Nigéria, une râpe mécanique peut traiter en 15 minutes le volume de *gari* qui est râpé à la main en une journée, mais comme les femmes n'ont pas les moyens de se procurer cet instrument, elles ont perdu les profits en raison du râpage. En Afrique de l'Ouest, un four de fumage amélioré réduit de 60% le temps nécessaire pour traiter le poisson. Depuis que l'opération est devenue plus rentable, les hommes ont pris en main le fumage du poisson, évinçant les femmes. Des charrettes à âne distribuées aux hommes en Afrique du Sud ont servi à la collecte et à la vente de bois à proximité des habitations, obligeant les femmes à aller chercher encore plus loin le bois de feu destiné à l'usage domestique. Il faut donc demander aux femmes leurs avis sur les nouvelles technologies si l'on veut éviter d'aboutir à ce genre de résultats. Lors de la conception d'une nouvelle technologie, consulter les femmes peut être un moyen efficace de répondre aux attentes et d'accroître ainsi les chances d'adoption des innovations.

D'autres contraintes entrent aussi en jeu. La mobilité et la disponibilité des femmes doivent être prises en compte. Certains produits, comme les engrains, doivent être conditionnés en unités que les femmes, surtout en zone reculée, seront capables de transporter. Diverses techniques, comme la lutte contre les ravageurs, doivent être adaptées aux contraintes de l'emploi du temps des femmes. Leur faible niveau d'alphabétisation doit aussi être pris en considération par les services de proximité ou de vulgarisation qui envisagent de diffuser les informations sous forme écrite.

Les femmes sont souvent les principales responsables de la gestion du petit élevage et des soins de santé animale. Les services de vulgarisation doivent prendre en compte cette dimension dans la conception des programmes d'assurance du bétail, de vaccination animale et de reconstitution du cheptel. Dans les pays en développement, les maladies animales sont responsables de pertes de production de l'ordre de 30% et les femmes privées d'accès au crédit ou à l'information sont généralement plus exposées au risque que les éleveurs hommes. Comme pour d'autres sous-secteurs de l'agriculture caractérisés par une division du travail bien définie entre hommes et femmes, les savoir-faire techniques indigènes que les femmes ont accumulés au fil des générations dans le domaine de l'élevage risquent, à terme, d'être perdus.

Les nouveaux créneaux offerts par le marché tout au long des chaînes de valeur en mutation ou naissantes peuvent mettre fin à la division traditionnelle du travail. Cependant pour que les femmes en tirent parti, il leur faudra pour nombre d'entre elles accéder aux services de développement des entreprises. Devenir propriétaire d'une agro-entre-

prise peut aider les femmes à passer des rôles traditionnels axés sur la subsistance à des activités plus rémunératrices de production ou de vente de produits agricoles commerciaux. Toutefois, la commercialisation comporte ses propres risques pour les femmes, qui perdent souvent la maîtrise de leurs entreprises au bénéfice des hommes lorsque les opérations deviennent profitables. L'exemple de la commercialisation du lait de bufflonne au Népal illustre l'importance de la prise en compte de ce risque. Traditionnellement les femmes étaient les principales responsables de l'élevage de buffles, mais lorsque la commercialisation du lait a démarré, leurs tâches ont augmenté (au point que de nombreuses jeunes filles ont abandonné l'école pour travailler) sans augmentation correspondante de leur revenu personnel.

L'accès des femmes rurales aux services financiers est fortement tributaire de la microfinance. En règle générale, les femmes reçoivent des prêts plus modiques que les hommes, même pour des activités identiques, et elles sont considérablement sous-représentées dans les programmes qui financent des prêts plus importants. Faute de pouvoir emprunter de plus gros montants, elles sont contraintes d'acheter des équipements ou des matériaux de qualité inférieure, ce qui mène souvent leurs entreprises à la faillite. Certaines analyses indiquent aussi que la microfinance a parfois pour effet d'accabler les femmes sous le poids du remboursement de la dette tandis que les hommes de la famille utilisent le crédit et cessent de contribuer au budget du ménage.

LA PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS DE PARITÉ EST PAYANTE

L'amélioration de l'accès des femmes rurales aux ressources, et à la maîtrise des dernières, ainsi qu'aux marchés entraîne un accroissement de la productivité des ménages et des bénéfices durables pour l'économie au sens large. L'expérience montre qu'il n'y a pas, en matière de parité, de stratégie universelle adaptée à toutes les sociétés rurales du monde en développement, mais néanmoins certains principes semblent pouvoir être appliqués à la conception des politiques, programmes et projets visant l'agriculture.

Concevoir des interventions qui ciblent explicitement les femmes. Les interventions conçues dans un souci de parité qui ont un impact positif sur la productivité globale, les revenus et la gestion des ressources naturel-

les orientent l'aide au développement spécifiquement sur les femmes. Dans les secteurs et les zones où les femmes sont désavantagées par des normes discriminatoires, le ciblage devra être explicite afin de dynamiser un processus de changement destiné à mettre fin aux inégalités entre les sexes et à assurer l'accès des femmes aux ressources essentielles.

- L'intégration des questions de parité a contribué à une augmentation de 50% de l'emploi des femmes et à l'égalité des salaires dans le sillage du projet mené au Bangladesh portant sur les routes rurales et les marchés. Dans ce projet, 30% des emplois, des postes d'encadrement et des activités commerciales étaient réservés aux femmes, stimulant les sociétés de sous-traitance, d'associations de négociants et de micro-entreprises féminines.

Ne pas exclure les hommes.

Mettre en oeuvre des actions soucieuses de parité n'implique pas que seules les femmes sont ciblées. Il est plus efficace de concevoir des programmes qui s'adressent aux femmes comme aux hommes en tenant compte des rôles et des atouts propres à chaque sexe. Il est prouvé que le soutien des hommes est déterminant, voire indispensable, pour le succès de projets sensibles aux questions de parité. L'adoption d'une politique de promotion de la parité dans

une organisation de services engendre souvent des améliorations de l'accès des femmes aux services, ainsi qu'un impact durable sur leur productivité et leur revenu.

- Au Bangladesh, CARE a appliqué une politique d'intégration de la parité, recrutant entre 30 et 50% de femmes dans les équipes d'assistance technique et ciblant à la fois les hommes et les femmes pour améliorer la production rizicole/piscicole. La productivité a enregistré une augmentation allant jusqu'à 40% et la hausse des revenus a atteint 50% à mesure que s'atténuait les disparités entre hommes et femmes sur le plan de l'éducation, de l'emploi, de l'approvisionnement alimentaire et de la prise de décisions intéressant la famille.

Promouvoir l'action collective parmi les femmes. La constitution de groupements féminins pour améliorer les droits et l'accès aux services est un facteur reconnu d'autonomisation économique et sociale qui permet aux membres d'augmenter collectivement la productivité et les revenus. Les villageoises sont en mesure de mettre sur pied des réseaux de taille conséquente et des fédérations

de réseaux capables de solliciter avec efficacité des services améliorés et de revendiquer des droits d'utilisation de la terre et de l'eau. Il est souvent nécessaire de renforcer les capacités pour assurer que les femmes restent des membres actifs et assument d'importantes responsabilités à l'échelon de la direction et de la prise de décision. Lorsqu'ils sont organisés à grande échelle, les groupements amplifient l'influence politique des femmes et stimulent leur participation active à la vie publique. L'organisation de groupements axée sur les avantages jugés importants par les femmes s'est soldée par de solides résultats en matière de développement.

- Dans l'Andhra Pradesh (Inde), l'organisation de plus de huit millions de femmes en groupes d'entraide autour de centrales d'achats communautaires a permis de regrouper et de vendre des produits auparavant éparsillés, avec un volume cumulé de transactions de plus de 120 millions de dollars des Etats-Unis en quatre ans et la création d'emplois pour plus de 10 000 villageois dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Sur certains produits, les profits ont dépassé 200%. Les femmes sont devenues des gestionnaires et négociantes actives sur les marchés ruraux et elles ont considérablement augmenté leur poids économique et socio-politique dans leur foyer et dans leur communauté

Cultiver le penchant des femmes pour le profit.

La division traditionnelle du travail entre hommes et femmes confine souvent les agricultrices à la production de subsistance destinée à la consommation du ménage. Les politiques et les interventions basées sur le principe qu'il faut accepter ce fait et que la production commerciale est l'apanage des hommes passent à côté de nombreuses occasions de tirer parti du formidable potentiel de production des femmes. Ce préjugé se paiera au prix fort en termes d'inefficacité des résultats sur la pauvreté rurale et la sécurité alimentaire. Les politiques fondées sur la supposition naïve que les bénéfices de la croissance économique se répartissent équitablement entre hommes et femmes méconnaissent les contraintes et les opportunités propres à chaque sexe, qui sont désormais solidement documentées sur plusieurs générations. L'expérience montre que la prise en compte de ces contraintes et opportunités tout au long de la chaîne de valeur augmente la probabilité de venir à bout des facteurs d'inefficacité découlant des rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Une telle démarche devrait être considérée comme une question de diligence raisonnable et le fait qu'elle ne soit pas

encore largement prise en compte par l'ensemble de la communauté du développement est d'autant plus déplorable que l'"intégration des questions de parité" est prônée de longue date avec des arguments d'une grande force empirique. Il n'est aucun domaine où il ne soit plus important de remédier à cette négligence que le secteur agricole.

- À la Banque asiatique de développement, cette approche a augmenté l'emploi des femmes et les revenus tirés de l'élevage et de la commercialisation. Dans de nombreux pays africains, les banques commerciales qui ont mis en place de nouveaux produits et services à l'intention des entrepreneurs femmes ont sensiblement accru le nombre d'entreprises leur appartenant. Lorsqu'elles avaient adapté la formation, les conseils juridiques, les prêts, l'assurance et l'information commerciale aux besoins des femmes, les pépinières d'entreprises ont montré leur efficacité à intégrer aux marchés des femmes entrepreneurs très pauvres.



Lorsque les femmes constituent la majorité des petits paysans, le fait qu'elles ne réalisent pas pleinement leur potentiel dans le domaine agricole contribue à la lenteur de la croissance et à l'insécurité alimentaire.

*L'agriculture au service du développement,
Rapport sur le développement dans le
monde 2008*

Protéger les droits des femmes et leur maîtrise des bénéfices économiques. Il est souvent nécessaire de mettre en place des politiques et des dispositions particulières pour garantir que les femmes conserveront la maîtrise des importants actifs générateurs de revenu qui, une fois rendus plus lucratifs par la commercialisation, risquent de passer aux mains des hommes. Les règlementations qui défendent le droit des femmes à gérer les prêts face aux demandes d'autres membres de la famille peuvent faire de la finance rurale un instrument plus efficace de réduction de la pauvreté. Il convient d'évaluer minutieusement les menaces potentielles pesant sur l'accès et la maîtrise des ressources productives par les femmes, y compris leur propre travail ainsi que le revenu qu'il génère, et prendre ces éléments en compte dans la conception et la planification des interventions.

- Dans le domaine de la finance rurale, les règlementations qui défendent le droit des femmes à gérer les prêts face aux demandes d'autres membres de la famille ont contribué à faire reculer plus efficacement la pauvreté. Divers programmes en Inde, au Brésil, au Cambodge, au Népal, en Gambie, au Honduras et au Nicaragua montrent qu'à mesure que les femmes sont plus nombreuses à détenir des titres fonciers, leur maîtrise des parts de revenu provenant des exploitations, des entreprises et du marché du travail s'améliore. Plusieurs études menées entre autres en Afrique, en Inde, au Népal, en Équateur, au Bangladesh, au Yémen, au Nicaragua, en Bolivie, au Zimbabwe, au Pakistan et en Gambie, indiquent que les droits d'utilisation polyvalente de l'eau conçus pour bénéficier aux femmes ont augmenté leur efficience et la création de revenu.

Prendre les mesures nécessaires pour que les femmes puissent se faire entendre et soient convenablement représentées. Dans de nombreuses organisations mixtes, il est souvent utile de recourir aux quotas pour accroître la représentation des femmes et assurer leur participation aux décisions de haut niveau. Au nombre de ces organisations figurent les groupements d'usagers, les organisations de producteurs ruraux, les organisations de prestataires de services, les organes directeurs et les instances décisionnelles.

- Le projet de développement communautaire et d'amélioration des moyens d'existence de Gemidiriya applique des principes de parité dans toutes ses composantes. Dans les organisations villageoises 30% des postes d'encadrement sont réservés aux femmes et la réalisation des objectifs de participation et d'autonomisation fixés pour les deux sexes est une condition préalable du passage des bénéficiaires à la phase suivante du cycle du projet. En conséquence, les femmes sont largement représentées dans toutes les instances décisionnelles des organisations villageoises et leur engagement a des effets bénéfiques sur les résultats du projet.

Recruter et former des femmes à la prestation de services. Un des moyens les plus efficaces d'améliorer l'équilibre entre les sexes dans la prestation de services est d'accroître le nombre de femmes parmi le personnel de première ligne chargé de dispenser des services de vulgarisation, de développement des entreprises, de santé animale et de conservation environnementale.

- La stratégie de promotion de la parité qui consiste à mettre sur pied et former des équipes composées d'hommes et de femmes pour travailler en première ligne à appuyer les productrices s'est avérée efficace dans le cas du programme AMTA en Inde et de la fondation CIARA au Venezuela. Pour reproduire avec succès ces initiatives, il faut corriger le déséquilibre entre les sexes dans tous les domaines et types d'enseignement et de formation agricole, en conjonction avec des mesures de recrutement ciblées et d'action positive afin d'accroître le nombre d'étudiants, d'instructeurs, de vulgarisateurs, de chercheurs et de cadres bien informés au moyen de l'analyse de genre.

Associer les femmes rurales à la conception de produits et services novateurs. Le recours aux approches participatives pour associer les femmes à la conception de produits destinés à leur usage et à la planification de services à leur intention peut permettre de mieux orienter le développement technologique et le ciblage des services sur la demande, les rendant plus conformes aux attentes des utilisateurs et des clients potentiels. La participation des femmes à la conception de la technologie dans les domaines de l'eau, du transport, de l'énergie et de l'agriculture assure que leurs besoins seront satisfaits et leurs contraintes prises en compte. Cette démarche est particulièrement efficace lorsqu'il s'agit d'introduire des technologies qui allègent le travail des femmes. La sélection végétale participative associant les femmes de manière à prendre en considération leurs préférences et leurs besoins a permis d'obtenir des variétés plus performantes et d'en améliorer le taux d'adoption. Les produits et services dans le domaine de la finance rurale, de la vulgarisation et des technologies de l'information et des communications ont tous atteint plus efficacement les femmes lorsque les contraintes sexo-spécifiques étaient prises en compte dès le stade de la conception.

- La bioénergie offre des possibilités de renforcer l'équité entre hommes et femmes, quand elle s'inscrit dans le cadre de la petite production et de techniques qui améliorent le travail et la santé des femmes. Divers projets au Népal, au Costa Rica, en Zambie, au Mali et en Tanzanie s'adressant aux femmes en tant que productrices de nouveaux combustibles, ont obtenu de bons résultats. Il faut des politiques qui appuient la production décentralisée et l'utilisation locale des nouveaux carburants en tant que secteur d'activité commercialement viable et axé sur le marché. Le projet MARENASS au Pérou illustre l'importance d'associer plusieurs pra-

tiques adaptées aux différences entre les sexes pour rendre l'innovation en agriculture utile et accessible aux femmes rurales pauvres. La responsabilité de la planification, des ressources financières, de la conception de technologies ajustées aux conditions locales, de l'approvisionnement en intrants, de l'assistance technique et de la formation des agriculteurs a été confiée aux groupements communautaires participants. Les femmes ont joué un rôle actif. Le projet s'est soldé par la diffusion large et durable de l'innovation.

Renforcer l'investissement dans la recherche et l'évaluation rigoureuse de l'impact. Les connaissances fondées sur la recherche peuvent orienter les processus politiques. Les évaluations de pays et l'assistance technique sexo-spécifiques, ainsi que les travaux d'analyse et de conseil qui fournissent des informations utiles à l'élaboration des politiques et à la conduite des opérations revêtent une grande importance. Des organisations comme la FAO, le FIDA et la Banque mondiale ont un avantage comparatif considérable dans la réalisation de ce type de travail. Mais ces institutions ne sont guère motivées à entreprendre une telle tâche à moins qu'il n'y ait une demande de la part de pays clients et des raisons de croire que les recommandations se traduiront en politiques plus rationnelles.

- Au Vietnam, il ressort d'une étude, pratiquée avec pour outil d'analyse l'Exercice de simulation des options pour la réduction d'effectifs, que les femmes victimes de suppressions d'emplois bénéficient davantage des indemnités forfaitaires que des formules classiques d'indemnisation. A la lumière de cette conclusion, le gouvernement vietnamien a modifié son enveloppe d'aide au cours du programme de restructuration des entreprises publiques pour y inclure d'importants éléments forfaitaires. En Ouganda, une coalition pour la parité a été créée afin d'appuyer l'application des recommandations de l'Evaluation parité hommes-femmes et croissance (Gender and Growth Assessment (GGA), réalisée avec le soutien de la Société financière internationale et de la Banque mondiale. Suite aux pressions exercées par la coalition, les recommandations de l'évaluation ont été intégrées aux quatre projets de loi de réforme du travail couvrant l'emploi, la sécurité et la santé des travailleurs, les conflits sociaux et les syndicats, qui ont été adoptés en 2006.

REMARQUES FINALES

Plus d'une centaine d'auteurs ont contribué au *Manuel sur la parité hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture*. Les documents groupés en 16 chapitres rassemblent plus de 15 années d'études empiriques sur le potentiel des bonnes pratiques et les conséquences possibles des mauvaises pratiques. L'expérience doit guider les politiques de développement et la planification. L'enseignement sans doute le plus crucial qu'il y a lieu de tirer des exposés réunis dans l'ouvrage concerne la mesure dans laquelle on peut compter sur les marchés pour améliorer la condition des femmes et mettre à profit leur potentiel en tant que productrices. Il est important d'écartier l'idée que les marchés à eux seuls généreront naturellement le changement social qui bénéficiera aux femmes, ou que les risques et opportunités inhérents aux marchés sont neutres sur le plan de parité. De fait, la faculté des femmes rurales à participer aux marchés en tant qu'acteurs économiques rationnels est très souvent négociée dans un contexte de normes et d'aspirations culturelles . Dans ce contexte, les conventions sociales et le régime de propriété peuvent peser lourdement sur la latitude des femmes à explorer les opportunités économiques qui se font jour avec l'expansion et l'évolution des marchés. Néanmoins l'expérience montre que les normes qui régissent les relations entre hommes et femmes ne sont pas immuables et sont bel et bien négociables, surtout quand le contexte économique évolue et que certains rôles traditionnels ne sont plus viables. Dans

de telles situations, de nouveaux rôles doivent par définition être définis. Il y a 17 ans, une équipe de la Banque mondiale étudiant les questions de parité en Inde avait affirmé que "les forces du marché sont potentiellement à même de faire évoluer l'idéologie en matière de parité et de valoriser les femmes."⁶ Bien qu'à l'évidence ce concept ne soit pas nouveau, il convient d'apporter une précision d'importance : aucun potentiel ne se réalise automatiquement. L'expérience a montré que le potentiel des femmes en tant qu'agents économiques doit être résolument cultivé et que certaines conditions préalables doivent être activement remplies pour que ce potentiel se réalise.

Les femmes qui ont confiance en leur aptitude à affirmer leurs droits sont en meilleure position pour négocier avec succès de nouveaux rôles, et une fois qu'elles les ont assumés, elles sont plus enclines à investir leur temps et leurs

ressources dans des activités productives rémunératrices. Les femmes dotées de compétences pour la vente et qui ont accès aux ressources et services en rapport avec leurs moyens d'existence sont mieux à même de répondre aux opportunités économiques et ont plus de chances de disposer d'une part suffisante du revenu du ménage pour peser sur les décisions économiques intéressant leur foyer. Les femmes qui reçoivent des informations sur l'évolution de la demande relative à des marchés éloignés sont en meilleure position pour prendre des décisions rationnelles en matière d'investissement, y compris des décisions sur l'utilisation de leur propre travail.

La croissance agricole et l'augmentation du revenu des femmes sont deux composantes du développement économique dont l'impact sur la pauvreté s'est avéré exceptionnellement élevé. C'est pourquoi les politiques et programmes qui visent à accroître la productivité et le revenu des agricultrices ont la capacité d'entraîner une convergence de forces anti-pauvreté particulièrement puissantes dans les économies à faible revenu reposant sur l'agriculture. Dans ces pays, faire de l'agriculture la base de la croissance économique implique "une révolution au niveau de la productivité des petites exploitations agricoles", secteur de l'économie rurale où le rôle économique des femmes est prépondérant.¹ Dans les économies en transition où la part de l'agriculture dans le PIB est en baisse, les marchés du travail imposent aux travailleurs de s'adapter à l'évolution des besoins et des qualifications qui leur permettront de gagner leur vie. Dans de tels contextes, il importe de préparer les femmes à occuper

certaines niches dans les chaînes de valeur et à trouver un emploi rémunérant afin qu'elles touchent les dividendes de la croissance économique. De nombreuses femmes dans ces pays nécessiteront une aide pour passer de l'agriculture à l'économie non agricole. Celles qui restent dans le secteur agricole devront bénéficier de l'assistance technique et des ressources nécessaires pour se tourner vers des produits agricoles plus prisés. Cette démarche contribuera grandement à réduire les écarts de revenu entre ville et campagne qui se creusent rapidement et sont sources de friction sociale et d'instabilité politique dans une grande partie de l'Asie et de l'Afrique du Nord. Dans les économies en développement fortement urbanisées d'Amérique latine, d'Europe et d'Asie centrale, permettre aux agricultrices de devenir des fournisseurs directs des marchés modernes de produits alimentaires sera un facteur vital de l'élimination de la pauvreté préoccupante qui persiste dans les zones rurales. Dans les "trois mondes ruraux" décrits dans le Rapport sur le développement dans le monde 2008, les rôles des femmes diffèrent de ceux des hommes et il est impératif, pour une planification rationnelle et la formulation de politiques judicieuses, de comprendre leur potentiel et comment le réaliser.

Les décideurs, les planificateurs et les praticiens du développement qui opèrent dans les sociétés rurales des pays en développement sont vivement encouragés à utiliser le *Manuel sur la parité hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture* comme référence et source d'inspiration pour atteindre les femmes dans le contexte de leurs moyens d'existence.

¹ *L'agriculture au service du développement. Rapport sur le développement dans le monde 2008.* Banque mondiale. Washington, DC. 2007.

² Le *Manuel sur la parité hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture* est le fruit d'une collaboration entre le Département de l'agriculture et du développement rural de la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Voir www.worldbank.org/genderinag

³ Site web du FIDA sur la parité hommes-femmes: <http://www.ifad.org/gender/>

⁴ Plan d'action de la FAO 2002-2007 : parité hommes-femmes et développement

⁵ *Women Feed the World.* Présentation du département du développement durable (parité hommes-femmes) de la FAO, disponible sur http://www.fao.org/sd/pe1_en.htm

⁶ *Gender and Poverty in India.* Étude par pays de la Banque mondiale, Washington, DC. 1991

